

LES ENFANTS

Lorsque leur fraîche insouciance
Accourt s'ébattre sous mes yeux,
Dans mon cœur monte de l'enfance
Un souvenir délicieux.
Avec les autres, jouer, rire
Était alors mon seul souci ;
Et quand je les voyais sourire,
Heureux, je souriais aussi.

Jamais le bruit ni la poussière
N'assombrissaient mon front riant ;
J'aimais mieux mes billes de pierre
Que tout l'or que j'ai maintenant.
La mer et les plages lointaines
Ne provoquaient point mes soupirs ;
De jouets mes mains étaient pleines :
Là se bornaient tous mes desirs.

Mais maintenant que dans mon âme
L'âge s'est ouvert un sillon,
Ma pensée erre sur la lame
Et suit le fiévreux tourbillon.
J'aime à voir, au mât qui se plie,
La vergue se rompre en éclats,
Entendre, dans le vent qui crie,
Cette aile que l'on ne voit pas.

Je vis sur les champs de bataille
Tranquille comme en un boudoir,
Cherchant, à travers la mitraille,
Les ressorts secrets du pouvoir.
Le n'y trouve, hélas ! qu'une chose
Se détachant du fond obscur :
L'enfance a respiré la rose,
Les ronces sont pour l'âge mûr !
Ah ! coule, sang pur de l'enfance,
Lentement et sans te hâter ;
Dérobe à l'heureuse innocence
Le feu qui devra l'embraser.
Il ne grossira que trop vite
Ce flot maintenant au repos :
Marée effrayante et subite
Dont les vagues sont des sanglots.

N. LEGENDRE
Traduit du Recueil du Col. G. W. Patten.

ERRATA. — Dans le 7^e alinéa de l'article intitulé *Rouge, Bleu, Blanc*, au lieu de : "qui veut pour lui toute son aristocratie," il faut lire : "qui sont pour lui, etc."

BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE

FRANCE

Paris, 8. — On est rempli de sombres pressentiments à Versailles. La pétition demandant la dissolution de l'Assemblée a été signée par 125 membres qui espèrent obtenir les signatures des 195 députés qui forment le centre gauche. La motion de dissolution sera présentée aussitôt que la chose sera possible. Le centre gauche est décidé à demander la déclaration de la république comme gouvernement définitif ou la dissolution de l'Assemblée Nationale.

Paris, 9. — Dans l'Assemblée aujourd'hui, M. Girard, membre de la gauche, a lu un document que, dit-il, on faisait circuler dans son département pendant son élection ; ce document recommande aux employés du gouvernement de n'accorder leur patronage qu'à ceux qui sont en faveur de M. Bourgoïn, candidat bonapartiste. M. Girard demande une enquête pour éclaircir cette affaire.

M. Rouher, déclare qu'il n'a eu aucune connaissance de ce document et laisse entendre qu'il considère que c'est une fraude. Il est en faveur d'une enquête et entreprendra la discussion lorsque tous les faits seront connus et soumis à l'Assemblée.

Gambetta accuse le ministre Magne de complicité dans cette affaire.

Les membres bonapartistes se sont déclarés prêts à discuter la commission aussitôt que le rapport du comité d'enquête serait soumis à l'Assemblée.

M. Rouher rappelle les accusations qui ont été portées contre Gambetta et le gouvernement du 4 septembre.

Une scène turbulente a suivi cette déclaration. Gambetta déclare qu'il a répondu à toutes les questions que lui a posées le comité, il nie que les bonapartistes, qu'il flétrit du nom de misérables, aient le droit de lui poser des questions. Alors la confusion devint indescriptible et les huées de la gauche ont empêché Rouher de se faire entendre.

M. Buffet a menacé Gambetta d'un vote de censure. Après la séance les bonapartistes ont suivi et insulté Gambetta et ses amis.

A Paris on regarde cette affaire comme très-sérieuse et une grande excitation y règne.

Les membres de la gauche prétendent que 330 députés se sont engagés à voter pour la dissolution de l'Assemblée, et qu'ils n'ont besoin que de 30 autres membres pour avoir une majorité.

La motion demandant la dissolution sera présentée, croit-on, dans peu de jours.

Paris, 10. — Aujourd'hui, l'Assemblée, par un vote de 348 contre 337, a adopté un amendement au bill des élections municipales, fixant l'âge des électeurs à 21 ans au lieu de 25 ans, comme le gouvernement le proposait. Le ministère se trouve battu sur un point important.

Paris, 10. — Une forte escouade de gendarmes a été placée sur le convoi qui a ramené les députés de Versailles à Paris, ce soir, afin de protéger les bonapartistes contre la haine populaire.

Hier soir, à l'arrivée du même convoi à Paris, les bonapartistes ont défié Gambetta de se servir du même langage insultant qu'il avait employé dans l'Assemblée à l'adresse des bonapartistes.

Les journaux impérialistes attaquent violemment la gauche. Une querelle cause beaucoup d'inquiétude.

Londres, 8. — Le correspondant du *Standard* à Paris annonce que le manifeste du centre gauche demandant que la république soit proclamée ou que l'Assemblée soit dissoute a causé plus d'excitation que tout événement, qui est arrivé depuis le renversement de Thiers. L'impression générale est que ceci

hâtera le jour de la dissolution au lieu de favoriser l'établissement d'un gouvernement permanent. Les conservateurs sont déconcertés.

Londres, 9. — Le correspondant du *Times* à Paris mande, par dépêche télégraphique, que l'on s'attend à voir M. Dufaure demander, dans peu de jours, au comité de la constitution des lois, de prendre le vote sur le premier article du projet de loi présenté en mai 1873, et pourvoyant à ce que le gouvernement se compose d'un Sénat, d'une Chambre de Représentants et du Président de la République. Si le comité rejette l'article, le centre gauche proposera devant l'Assemblée de référer la même proposition à une nouvelle commission. Si cette tentative échoue, le centre gauche, en dernier ressort, proposera la dissolution de l'Assemblée. Si cette motion est renversée, les membres de toutes les sections de la gauche donneront probablement leur démission en masse.

New-York, 11. — Il est rumeur que la lettre de Rochefort adressée au *Herald* de New-York est tirée à 30,000 exemplaires qui seront secrètement distribués en France.

Le départ soudain de Rochefort n'est plus attribué à la nouvelle de la maladie de ses enfants. Le jour qui a précédé son départ, il a reçu la dépêche suivante de Gambetta : "venez immédiatement."

Londres, 10. — Le correspondant du *Daily News* mande de Paris que pendant que Gambetta attendait le convoi pour le ramener de Versailles à Paris, hier soir, il a été attaqué et insulté par plusieurs bonapartistes bien connus.

Paris, 11. — MM. Schoelcher et Testelin se sont présentés aujourd'hui, au bureau du journal le *Pays* et ont demandé réparation au nom de l'ex-ministre Clémenceau. M. Paul de Cassagnac, rédacteur du journal, n'était pas présent lors de la visite des délégués. Lorsqu'on lui a appris cette démarche il a déclaré qu'il annoncerait demain sa détermination.

Il est probable qu'un duel aura lieu.

Paris, 11. — Une foule immense assistait ce matin au départ des députés pour Versailles. L'excitation était à son comble. Gambetta a été accueilli par des applaudissements et des huées.

La police a essayé de disperser la foule, mais elle a rencontré une vive résistance.

M. Lefebvre, député de la gauche a été arrêté puis remis en liberté. Grand tumulte, et Gambetta a été de nouveau insulté. La police a réussi à chasser la foule ameutée.

A l'Assemblée, M. Baze a demandé une enquête au sujet de cette émeute qui menace de se renouveler au retour des députés à Versailles.

Le comte de Ste Croix a frappé Gambetta à la figure d'un coup de canne. Le comte a été arrêté. Durant la séance le tumulte et la confusion ont été si grands qu'on a dû cette après-midi suspendre la transaction des affaires parlementaires.

Le conseil municipal de Bordeaux a été suspendu de fonctions parce qu'il a promis de faire une démonstration hostile au gouvernement.

Paris, 12. — Le comte de Ste. Croix, qui a frappé Gambetta hier soir à la gare a déclaré aux hommes de police qui l'ont arrêté qu'il avait commis cet assaut pour provoquer Gambetta en duel. M. Gambetta porte encore sur la figure les marques du coup.

Les scènes d'hier ont été littéralement reproduites ce matin à la gare lors du départ du convoi qui transporte les députés à Versailles.

Une grande foule s'est assemblée pour applaudir et insulter les députés. Les hommes de police ont de nouveau dispersés les émeutiers et ont fait douze prisonniers dont quatre ont été remis en liberté. Les autres doivent subir leur procès. Cette démonstration populaire avait un caractère tellement menaçant qu'une compagnie de soldats a reçu ordre de se rendre à la gare pour aider les hommes de police à maintenir l'ordre. Armand Adam, frère du député de ce nom et Spuller, frère de l'éditeur de la *Republique Française*, feuille radicale, sont au nombre de ceux qui ont été arrêtés.

Le gouvernement a suspendu pendant quinze jours la publication du *Pays* et du *Rappel*, deux feuilles radicales, et du *Dix-Neuvième Siècle*, feuille républicaine, pour avoir violemment attaqué la politique du gouvernement.

Paul de Cassagnac, rédacteur du *Pays*, répond aujourd'hui dans son journal à la demande de deux députés qui se sont rendus auprès de lui au nom des républicains pour exiger une rétractation de l'article dans lequel il attaque les membres de la gauche. De Cassagnac dit qu'il a attaqué Gambetta et plusieurs députés mais non Clémenceau qui n'a donc pas droit à une réparation, mais que si toutefois ce dernier demande satisfaction il peut l'avoir. De Cassagnac déclare qu'il désire ardemment se battre avec Gambetta et ajoute que neuf rédacteurs du *Pays* sont prêts à se battre avec neuf députés républicains, et qu'ils sont également prêts à tirer au sort pour le choix des adversaires et des armes.

La *Gazette de France* dit que la guerre civile sera le résultat de la dissolution.

On croit généralement qu'au cas où l'Assemblée sera dissoute, MacMahon sera préalablement autorisé de gouverner pendant plusieurs mois, peut-être un an, sans convoquer l'Assemblée ; il aura aussi le pouvoir de dissoudre la prochaine Assemblée.

On croit qu'il y avait au moins 10,000 personnes à la gare, hier soir, à l'arrivée des députés de Versailles.

Les hommes de police sympathisaient évidemment avec les bonapartistes.

Paris, 12. — L'Assemblée a adopté aujourd'hui la seconde lecture du bill des élections municipales.

M. De Malleville, du centre gauche, a demandé au gouvernement quelle ligne de conduite il se propose de suivre à l'égard de ces bonapartistes qui refusent de reconnaître les décisions de l'Assemblée.

M. Bethmont, de la gauche, a attiré l'attention de l'Assemblée sur la déclaration de M. Fourton, ministre de l'Intérieur qui a affirmé en parlant des troubles qui avaient eu lieu à la gare, que la faute était aux hommes de police et aux radicaux. M. Bethmont prétendait qu'un ministre qui a prononcé de telles paroles ne devrait plus retenir son portefeuille, et que le gouvernement était digne de censure de ne l'avoir pas forcé à donner sa démission.

M. Fourton répond qu'il ne retractera rien de ce qu'il a dit. L'Assemblée, dit-il, devait attendre le rapport du comité qui doit être nommé pour s'enquérir de ces troubles déplorables.

M. Bethmont a proposé ensuite un vote de censure contre le ministre de l'Intérieur. La motion a été perdue sur division, pour 317, contre 326.

Ce soir un grand nombre de personnes ont commencé à s'assembler encore à la gare, mais la foule a été bientôt dispersée par les hommes de police et il n'y a eu aucun trouble.

On considère qu'il est certain qu'en frappant Gambetta, Ste. Croix n'a fait qu'agir d'après un plan formé d'avance par les bonapartistes pour provoquer Gambetta à se battre en duel.

Tous les numéros du *Pays* ont été saisis par la police, ce soir.

Le *Moniteur* dit que l'Angleterre est responsable de l'évasion de Rochefort et de ses compagnons et qu'elle ne peut pas refuser une enquête pour déterminer si celui qui aide à des prisonniers d'état à s'évader ne viole pas la loi internationale.

Paris, 13. — Dans l'Assemblée aujourd'hui, le général De Cissey, ministre de la Guerre, a introduit un bill pour modifier les règlements de l'armée en cas de guerre.

Paris, 13. — Il est rumeur que les actes de violence que les bonapartistes ont commis depuis quelques jours forment partie d'une conspiration tramée dans le but d'opérer une dissolution de l'Assemblée et un appel au pays au moyen d'un plébiscite.

M. de Ste. Croix sera traduit devant la cour de police, aujourd'hui, sous prévention d'avoir frappé Gambetta.

Paris, 13. — Les mesures qu'avait prises le gouvernement pour prévenir une répétition des scènes de jeudi et d'hier, à la gare du chemin de fer étaient inutiles ; lors du départ du convoi, il n'y avait que le nombre ordinaire de personnes.

M. de Ste. Croix traduit devant la cour de police pour avoir frappé M. Gambetta, a été condamné à 6 mois d'emprisonnement et à 200 francs d'amende ainsi qu'aux frais de la poursuite. Les autres émeutiers ont été condamnés, les uns à une semaine, les autres à trois semaines et un mois d'emprisonnement.

Londres, 13. — Le *Times* de ce matin contient une dépêche télégraphique de Paris en date d'hier à minuit qui annonce que tous les boulevards sont encombrés d'une foule immense, tous les cafés sont remplis de monde.

Le gouvernement a résolu non-seulement de supprimer temporairement le *Pays* mais encore d'intenter une action contre son rédacteur pour avoir violé les lois de la presse.

Paris, 14. — Le bill constitutionnel proposé par le centre gauche sera introduit demain. La gauche modérée sera probablement en faveur de la motion.

ESPAGNE

Londres, 9. — Un correspondant du *Times* écrit d'Espagne que le général Concha, marche à la tête de tous les soldats républicains disponibles contre les Carlistes de Navarre. Le général Dorregaray, commandant des Carlistes, occupe déjà une forte position et l'on s'attend à une bataille décisive.

Londres, 12. — Une dépêche spéciale du nord de l'Espagne adressée au *Times* annonce que le général Concha et son état-major sont partis de Legrono pour se rendre à Tudela.

Trente mille soldats républicains se dirigent vers la vallée d'Amescua.

Les Carlistes sous le commandement du général Dorregaray sont maintenant au nombre de 24,000.

ANGLETERRE

Londres, 8. — Le comte de Yarborough faisait un usage immodéré de liqueurs alcooliques. Mardi dernier, le député-sergent d'armes de la Chambre des Lords, le croyant plus ivre qu'à l'ordinaire, l'a fait entrer dans un appartement privé. Pendant l'absence de l'officier, le comte a disparu, et depuis cette date, on n'en a pas entendu parler.

Londres, 9. — Le *Times* de ce matin parlant de la lettre diplomatique envoyée aux différents pouvoirs par le gouvernement espagnol, dit qu'il est temps que les nations reconnaissent le gouvernement établi en Espagne.

D'après le *Times*, les Carlistes n'ont pas d'espérance de pouvoir l'emporter sur les républicains. Leurs progrès sont arrêtés et les troupes nationales seront bientôt victorieuses sur tous les points.

Le duc de Connaught, Prince Arthur, a pris son siège, hier soir, à la Chambre des Lords.

C'est la première fois qu'il siège en cette assemblée.

Londres, 11. — M. Gladstone a présenté aujourd'hui, à la Chambre des Communes une pétition signée par 86,000 cultivateurs demandant les droits de franchise pour bourg et comté.

AUTRICHE

Vienne, 8. — La conférence Internationale convoquée dans le but de discuter les moyens à prendre pour empêcher le choléra de se répandre et d'étudier les causes de cette maladie, sera tenue le 15 courant. Toutes les puissances européennes doivent envoyer des délégués.

ÉTATS-UNIS

Washington, 8. — Dans le sénat, aujourd'hui, le sénateur Thurman a présenté une résolution en faveur d'un traité de réciprocité avec le Canada.

Washington, 9. — Le département de la guerre a reçu information que les Comanches et les Apaches se sont mis en mouvement pour attaquer les blancs du Texas.

San Francisco, 13. — Cochice, fameux chef des Apaches, est mort le 9 courant.

ITALIE

Rome, 9. — Les pèlerins des États-Unis accompagnés d'une centaine d'Américains résidant à Rome, se sont rendus au Vatican aujourd'hui et ont été reçus par Sa Sainteté.

Mgr. Devenger a présenté les pèlerins au Pape et lui a parlé en même temps de la dévotion inaltérable des catholiques des États-Unis pour le Saint Siège. Aimant la liberté honnête, les catholiques des États-Unis protestent énergiquement contre les persécutions tyranniques auxquelles l'Église est en butte, et condamnent ses persécuteurs, ennemis de la liberté et de Dieu.

Sa Sainteté a dit en réponse que cette manifestation d'amour de la part des pèlerins était comme un rayon de lumière au milieu des ténèbres qui enveloppent le monde. Les ennemis de l'Église sont nombreux et c'est une grande consolation de pouvoir jeter les yeux sur le nouveau monde où la vraie foi a fait un si merveilleux progrès.

Cependant il y a encore de nombreuses sectes sur le continent de l'Amérique, et il ne faut pas cesser de prier pour que toutes soient ramenées au bercail de l'Église. Les pèlerins se sont ensuite avancés, un par un, et ont baisé la main de Sa Sainteté, lui offrant des présents, après quoi ils se sont retirés, profondément impressionnés de cette entrevue. Les pèlerins se proposent de présenter au Pape un album contenant la signature de chacun d'eux. Jeudi prochain Notre Très-Saint Père doit donner la Sainte Communion à tous les pèlerins.

Rome, 13. — Il est rumeur ici dans les cercles diplomatiques que le gouvernement anglais offre de régler à l'amiable les différends qui se sont élevés entre le Brésil et la république Argentine.

Les pèlerins des États-Unis ont déclaré au cardinal Borromeo que de retour en Amérique ils feront tout leurs efforts pour faire venir des pèlerins tous les ans à Rome.